



Point de Presse de M. David MARTINON
Porte Parole de la Présidence de la République

Jeudi 27 septembre 2007

Bonjour à toutes et à tous,

J'imagine qu'un grand nombre d'entre vous est allé attendre Brigitte BARDOT à la sortie de son entretien avec le Président de la République.

Pour ma part, je voudrais commencer ce point de presse en rendant hommage au travail de l'association "Entreprendre et réussir en Afrique", dont le Président est Basile BOLI, et qui est invité aujourd'hui au ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale et du Co-développement, pour signer une convention de partenariat avec l'ANAEM, l'Agence Nationale pour l'Accueil des Etrangers et des Migrations. La signature de ce partenariat, qui donnera lieu à une aide de l'Etat, récompense le travail acharné de cette association et de Basile BOLI en particulier, dont l'objet est de former, de financer et d'accompagner des projets d'entreprise de jeunes ressortissants africains qui voudraient retourner s'implanter dans leur pays d'origine avec un vrai projet économique. C'est une initiative qui est parfaitement en ligne avec les projets du Président de la République et avec sa vision du développement de l'Afrique, qui consiste à considérer que l'Afrique ne peut pas se vider de sa jeunesse et de ses élites, parce que perdre sa jeunesse, c'est perdre son énergie, ses idées. De notre point de vue, de la même manière, il ne peut pas y avoir de politique de l'immigration sans politique du Co-développement. C'est tout le sens de l'action de Brice HORTEFEUX.



Cette semaine, l'accent sera mis sur la rentrée parlementaire. C'est la semaine de la rentrée, dès mardi. Le Président recevra les parlementaires de la majorité à l'Elysée, le mercredi 3 octobre à 19 h, pour leur présenter les grandes réformes dont il entend les saisir et qu'il proposera au Parlement dans les semaines qui viennent. Qui sera invité ? Bien sûr, les parlementaires de la majorité, c'est-à-dire les parlementaires de l'UMP et du Nouveau Centre. Les membres du gouvernement seront également conviés.

Je voudrais dire deux mots des événements de la semaine. En ce qui concerne les affaires intérieures, je vous annonce que le chef de l'Etat se rendra mardi prochain à Dijon pour rencontrer des personnes engagées dans un parcours de réinsertion par le travail. Ce déplacement sera l'occasion pour le Président d'apporter un éclairage particulier sur l'expérimentation en Côte-d'Or de la réforme pilotée par Martin HIRSCH, qui vise à créer un revenu de solidarité active au profit des bénéficiaires de minima sociaux qui reprennent un travail, autour d'une table ronde au Conseil général. Par la suite, le Président visitera les ateliers d'une société d'assistance par le travail ainsi qu'une entreprise d'insertion.

Je vous présente la visite du Président de la République en Bulgarie qui aura lieu jeudi prochain, le 4 octobre. Le Président rencontrera notamment son homologue, le Président PARVANOV, ainsi que le Premier ministre STANICHEV. Ce voyage s'inscrit dans la tournée des capitales européennes que le Président de la République a commencée en Hongrie, dans le cadre de la préparation de la présidence française de l'Union Européenne, et qu'il fera, soit lui, soit le Premier ministre, dans les mois qui viennent.

A l'ordre du jour, il y aura les questions européennes, notamment un point de situation sur les travaux de la Conférence intergouvernementale. Le Président aura, à nouveau, l'occasion d'évoquer sa proposition d'un groupe des sages destiné à réfléchir à l'avenir de l'Union. Ce sera évidemment aussi l'occasion de renforcer la relation entre nos deux pays. Aucun Président de la République n'était venu à Sofia depuis treize ans, c'est-à-dire depuis 1994. C'est un voyage particulièrement important, alors même que la Bulgarie est, un pays historiquement et culturellement proche de la France. Nicolas SARKOZY, lui-même, y était allé en février 2003, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire quatre avant que la Bulgarie n'entre dans l'Union européenne. Cela avait été pour lui l'occasion de mettre en



place un certain nombre de dispositifs de lutte contre l'immigration irrégulière et de lutte contre la prostitution internationale.

Le Président se verra remettre des mains du Président PARVANOV les insignes de la Stara planina, qui est la plus haute distinction bulgare. La Stara planina est « l'ordre des Balkans ».

Il se rendra ensuite à l'université de Saint-Clément d'Ohrid de Sofia, où il prononcera un discours à la jeunesse bulgare. Il verra bien sûr la communauté française.

Je serai ravi de répondre à vos questions.

QUESTION – Le Président rencontrera t-il les infirmières bulgares lors de son déplacement en Bulgarie ?

DAVID MARTINON - Oui, il rencontrera les infirmières et le médecin bulgares ainsi que leur famille à la résidence de France.

QUESTION – Hier, le Président a appelé à la plus grande retenue les entreprises françaises en Birmanie. Qu'est-ce que ça veut dire exactement ? J'ai entendu parler de gel des investissements français. Comment expliquez-vous cela et comment le mettre en accord avec les analyses de Bernard Kouchner publiées dans le rapport que l'on trouve sur le site Web de Total, et dans lequel il disait qu'il valait mieux être présent et investir dans un pays difficile que se retenir de le faire ?

DAVID MARTINON - Il n'y a pas de contradiction entre ces deux positions. Il n'est d'ailleurs pas très logique de les mettre en regard, parce qu'à l'époque Bernard Kouchner n'était pas ministre des Affaires étrangères. Mais, en l'occurrence, il n'y a pas de contradiction. Ce que le Président a dit, c'est qu'il a demandé aux entreprises françaises, notamment à Total qu'il a cité explicitement, de faire très attention en ce qui concerne les investissements en Birmanie, tant que la situation ne s'est pas améliorée. En cela, il est parfaitement en ligne avec le régime de sanctions décidé par l'Union européenne.



QUESTION - Est-ce que Cécilia SARKOZY, qui a joué un rôle important dans la libération des infirmières bulgares, accompagnera le Président dans son voyage à Sofia ?

DAVID MARTINON - Ce n'est pas tranché. Je présenterai la délégation un peu plus tard, quand elle sera constituée.

QUESTION - François Hollande a déposé un recours au CSA concernant l'exposition médiatique de Nicolas Sarkozy et de ses collaborateurs, souhaitant que cette exposition soit décomptée au titre du gouvernement. Qu'en pensez-vous?

DAVID MARTINON - En l'occurrence, les textes existent. Il revient au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, autorité administrative indépendante, d'exprimer son point de vue sur le sujet. D'ailleurs, vous avez vu dans le programme que le Président de la République recevra le Président du CSA demain à 17 heures. Il viendra lui remettre son rapport annuel.

QUESTION - Pourriez-vous nous rappeler brièvement la politique de la France envers les bombes à fragmentation ? Samedi prochain aura lieu le 13^{ème} anniversaire d'une manifestation organisée par Handicap International sur ce sujet. Etant donnée l'utilisation en continu de ces bombes dans des zones comme le Liban j'aurais aimé connaître votre position ?

DAVID MARTINON - Je n'ai pas assez d'informations à vous communiquer sur le sujet. Si vous voulez, on en reparlera après, je ne me préoccupe pas tous les jours de ce sujet là et plutôt que de vous dire des bêtises, je préfère revoir cela avec des spécialistes. Je vous appellerai pour répondre à votre question.

QUESTION - Est-ce que le Président a été en contact avec son homologue vénézuélien depuis son voyage à New York et la rencontre avec le Président URIBE ? A New York, le Président SARKOZY a dit que CHAVEZ viendrait en France au mois de novembre. Est-ce que vous savez si ce sera au début ou à la fin du mois de novembre ?



DAVID MARTINON – A mon avis, la date n'est pas encore arrêtée. A ma connaissance, le Président n'a pas eu le Président CHAVEZ au téléphone depuis son retour de New York et depuis son entretien avec le Président URIBE. Il revient maintenant au Président CHAVEZ, en étroite concertation avec le Président URIBE, d'avancer dans sa tentative de médiation qui est une affaire compliquée. Je n'ai pas senti d'obstacle de la part du Président URIBE sur le principe de cette médiation avec les dirigeants des FARC. Maintenant, dans les questions qui doivent être tranchées par le Président URIBE, il s'agit de savoir *à qui parler* parmi les FARC, et *où* ? Sur cette question, bien sûr que le Président URIBE a donné sa position, et on peut la comprendre. L'objectif est quand même que cette rencontre ait lieu, sinon on aura du mal à avancer.

QUESTION – Les activités d'avocat de Jean-François COPE ont suscité des interrogations jusque dans les rangs de l'UMP. Est-ce que dans le cadre de la réforme des Institutions, l'Élysée envisage de restreindre les possibilités de cumul entre un mandat, notamment de parlementaire, et des activités professionnelles ?

DAVID MARTINON – C'est difficile de se prononcer puisque le Président de la République, de toute façon, a dit qu'il donnerait son avis sur l'ensemble des questions institutionnelles à la lecture du rapport de la Commission Balladur. Donc, on verra ce que la Commission Balladur entend elle-même retenir dans ses propositions. Mais je crois savoir, en effet, que dans les auditions qui ont eu lieu ces derniers jours, cette question a pu être évoquée, mais pas forcément sous l'angle que vous avez mis en avant. Moi, je n'ai pas tellement de commentaires à faire, mais sur la question qui est évoquée à travers le cas de Jean-François COPE, à ma connaissance les textes de loi existent, et la loi précise les conditions dans lesquelles s'exerce cette compatibilité entre un mandat parlementaire et un mandat d'avocat. Il n'est d'ailleurs pas le premier avocat à siéger à l'Assemblée Nationale et donc il n'y a pas de raison de présupposer à l'avance que tel ou tel ne respecterait pas la loi.

QUESTION – Deux questions. Premièrement, sur la Birmanie. Le Président a dit, hier soir, qu'il était favorable à des sanctions sans tarder contre la Birmanie. Le Conseil de l'ONU n'en a pas adopté cette nuit. De quelles sanctions parlons-nous ?



Deuxième question : nous avons appris ce matin que Philippe MASSONI n'était plus le Président du Conseil de Sécurité Intérieure. Est-ce qu'un nouveau successeur est envisagé ? Si oui, lequel ?

DAVID MARTINON – Sur la deuxième question, je n'ai pas encore connaissance de l'identité de la personne qui pourrait succéder à Philippe MASSONI au Secrétariat Général du Conseil de Sécurité Intérieure.

A propos de la première question : c'est une question très délicate parce que le Président a aussi dit qu'il était tout à fait disposé à aggraver le régime des sanctions de l'Union Européenne. Le problème n'est malheureusement pas celui-là. En réalité, on peut aggraver autant que l'on voudra les sanctions de l'Union Européenne, mais s'agissant de sanctions économiques et financières, il faut bien voir que, dans la réalité du commerce avec la Birmanie, l'Union Européenne occupe une place marginale. Cela ne doit pas être un sujet d'étonnement, vu la distance entre l'Europe et la Birmanie. La Birmanie commerce essentiellement avec ses voisins asiatiques et c'est plutôt ce côté-là qu'il faut se poser des questions. Donc, ce que nous souhaitons, c'est bien sûr aggraver le régime des sanctions mais c'est surtout faire en sorte que l'on puisse l'aggraver dans le cadre du Conseil de Sécurité. Mais comme vous l'avez constaté, au regard des débats de cette nuit, il est très difficile à ce jour, de faire avancer un consensus au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies. C'est pourtant par cette voie que ce serait le plus efficace.

QUESTION - Le ministre Bernard KOUCHNER a dit hier qu'il avait annulé un entretien avec son homologue Syrien suite à l'attentat qui a coûté la vie à un député libanais. Est-ce que cela signifie que le projet est abandonné ou bien est-il remis à plus tard ? Est-ce que vous allez continuer, par ailleurs, de maintenir des contacts au niveau inférieur, avec les autorités civiles ?

DAVID MARTINON – Pour la première question, je vous renvoie comme la semaine dernière au Porte-parole du Ministre des Affaires Etrangères. D'ailleurs je tiens à dire qu'il y a un journal libanais, As Safir, qui doit être représenté ici, qui a écrit que j'avais dit, ici-même, en réponse à cette même question - la question de savoir si l'entretien entre Bernard KOUCHNER et Monsieur MOALLEM allait ou non être annulé - qu'elle serait



maintenue. Or, chacun sait ici que j'ai renvoyé, comme aujourd'hui, au Porte-parole du Quai d'Orsay, ce qui est la moindre des choses. C'était quand même très étonnant. Vous avez tous les moyens de vérifier la nature exacte de mes propos. Le texte de mon point presse est en ligne sur le site Internet de l'Elysée, et dire exactement le contraire de ce que je dis ici, ce n'est pas bien. Je dis cela car c'est une question de principe. En l'occurrence, le Liban n'est pas dans une situation assez simple pour que la presse libanaise puisse s'autoriser à dire de telles choses. C'est quand même suffisamment compliqué pour qu'en plus on n'en rajoute pas. Surtout quand il y a 60 témoins dans la salle. Donc sur la question, encore une fois, je vous renvoie au Porte-parole du Quai d'Orsay. Je ne veux pas répondre à sa place. Sur votre autre question : bien sûr que l'on reste en contact avec les Syriens. J'ai eu l'occasion la semaine dernière de m'expliquer là-dessus. Une enquête judiciaire a été, comme il se doit, diligentée par les autorités libanaises. Il convient qu'elle travaille avant d'en tirer la moindre conclusion. Ce que nous souhaitons surtout, c'est que l'élection se déroule dans les meilleures conditions, c'est-à-dire dans des conditions de transparence, sous la pleine autorité du Parlement libanais. C'est cela qui importe avant toute chose.

QUESTION - A la suite des contacts que vous avez eus à New York avec les Américains, avez-vous l'impression que la conférence proposée au mois de novembre va donner lieu à des résultats concrets ? D'autant plus que les partis arabes concernés manifestent des doutes à ce niveau ? Qu'en est-il de l'invitation de la Syrie à cette conférence ?

DAVID MARTINON - C'est-à-dire ?

QUESTION - C'est-à-dire que les Américains ont dit que le comité de suivi arabe serait convié à la conférence, et la Syrie est membre du comité.

DAVID MARTINON - Sur le premier point, nous ne nous permettrons en aucune manière, à ce stade, de porter le moindre jugement ou de faire le moindre commentaire sur les espoirs qui peuvent naître d'une conférence qui doit avoir lieu en novembre. Encore une fois, la situation est suffisamment compliquée pour qu'on ne se permette pas, dès maintenant, de porter un jugement négatif. Il faut que ça marche, donc soyons le plus



positif possible dans notre approche de cette conférence. Toute initiative sur le sujet doit être appuyée et celle-là en particulier. Quant à la décision d'associer le comité de suivi à cette conférence, on ne peut que la saluer.

QUESTION - Hier, le Sénat a retoqué l'amendement sur les tests ADN dans le cadre du regroupement familial. Est-ce que la Présidence de la République souhaite que cet amendement soit réintroduit dans le cadre du débat budgétaire à l'Assemblée, ou est-ce que vous approuvez la décision du Sénat ?

David MARTINON - Permettez que le débat ait lieu. Pour le moment, à ma connaissance, il s'agit d'une décision de la commission des lois du Sénat. Attendons que le débat ait lieu en séance publique au Sénat, et puis on verra bien après. Les textes prévoient précisément que la commission mixte paritaire travaille à un texte commun entre les deux assemblées. C'est à ce moment-là qu'il sera temps, pour l'exécutif, d'éventuellement apporter des commentaires.

QUESTION - Je reformule la question. Est-ce que vous êtes pour ou contre cet amendement ? Es-ce que vous êtes pour ce type de tests ADN ?

DAVID MARTINON - Là-dessus, nous ne changeons pas de position. On a eu l'occasion de dire qu'il s'agissait d'un amendement parlementaire. On ne peut pas reprocher au parlement d'essayer d'enrichir et d'améliorer les textes. Faisons en sorte que le débat ait lieu, avant de dire quelle sera la position finale du gouvernement au vu du texte qui sera effectivement en discussion au sein de la commission mixte paritaire.

QUESTION - Sur un tout autre sujet, est-ce que vous pouvez nous dire où nous en sommes des projets de restructuration de la filière nucléaire française ? Et quelle est l'articulation entre ces projets et les déclarations répétées du Président Sarkozy en faveur du nucléaire civil pour tous ?

DAVID MARTINON - Sur la première question, on en est au même point que la semaine dernière et les semaines d'avant. C'est-à-dire qu'il y a bien un travail de réflexion



stratégique qui a été engagé par le Ministère des Finances et très exactement par l'Agence des Participations de l'Etat qui, en faisant cela, fait son travail. Elle réfléchit à l'avenir d'un secteur qui est stratégique pour l'Etat et pour la France, et pas simplement parce que l'Etat y a des participations.

Deuxièmement, qui dit réflexion stratégique dit absence d'obligation de court terme. Personne n'a jamais dit que cette réflexion qui a été engagée de manière normale dans le cadre administratif devait déboucher sur des conclusions à court terme. Donc il n'y a pas de calendrier sur ce travail là.

Pour répondre à votre deuxième question, je dirais simplement que le Président s'est exprimé sur ce thème-là à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Je vous réaffirme, en effet, que l'intention du Président de la République n'a jamais été que la technologie du nucléaire civil reste le fait d'un petit groupe d'Etats développés du nord. Il a toujours dit, au contraire, qu'il souhaitait que cette technologie soit partagée avec les pays du sud, avec les pays émergents mais aussi avec les pays en voie de développement. La raison en est simple : l'horizon des énergies fossiles est limité d'après les prévisions que chacun connaît et il est quand même compliqué de vouloir promouvoir le développement durable à l'échelle planétaire, lutter efficacement contre le réchauffement climatique, et se priver et priver le monde d'une technologie qui est neutre de ce point de vue là. C'est en ce sens aussi qu'il a dit qu'il souhaitait que les Etats du sud, les Etats arabes notamment, puissent avoir la jouissance de cette énergie qui doit leur permettre d'avoir accès à la croissance, mais à une croissance propre.

QUESTION - Quelle est l'articulation entre cette position que vous venez d'exprimer et les projets de développement ou de restructuration de la filière nucléaire ? Y a-t-il ou non une articulation ?

DAVID MARTINON – La réflexion est en cours. Je n'en connais pas aujourd'hui les tenants et les aboutissants.

QUESTION – Selon certains experts, il est très facile de passer du nucléaire civil au nucléaire militaire. Est-ce que cela vous fait peur et comment vous voyez les choses ?



DAVID MARTINON – Certains autres experts disent le contraire. Nous pensons qu’il est tout à fait possible d’exercer un contrôle technique. Il y a d’autres mécanismes que l’on peut imaginer, des mécanismes internationaux, pourquoi pas une autorité de contrôle avec des compétences élargies pour veiller à ce que, effectivement, les pays dotés du nucléaire civil ne puissent pas l’utiliser à des fins militaires ? Souvenez-vous aussi qu’il y a un autre moyen de contrôle, c’est le contrôle des énergies, de la matière première. En l’occurrence, le candidat Nicolas SARKOZY, le ministre de l’Intérieur SARKOZY, avait en septembre 2006 lors d’un discours à Washington avancé l’idée d’une banque mondiale de l’énergie et des matières fissiles. Ce sont des pistes de réflexion sur lesquelles il faut travailler. Il n’y a pas de fatalité dans le passage d’une technologie à l’autre.

QUESTION – Demain aura lieu l’élection du nouveau Directeur du FMI. Est-ce que vous êtes confiant dans l’hypothèse que le candidat français sera élu ou est-ce qu’il reste des incertitudes ?

DAVID MARTINON – L’expérience politique nous conduit à dire qu’il ne faut jamais dire qu’on est confiant avant une élection. Ce qui est sûr, c’est que Dominique STRAUSS-KAHN a mené une campagne longue, qu’il est allé partout et qu’à notre connaissance, il a été très convaincant dans la plupart des capitales où il s’est rendu. Le nombre de ses soutiens est très important, notamment celui des Etats-Unis, de l’Inde, du Brésil, d’un certain nombre de grands pays émergents, en plus du soutien de l’Union européenne, ce qui est tout de même majeur.

QUESTION – Suite aux discussions à l’ONU, pensez-vous qu’une nouvelle résolution peut aider à la tenue d’une élection présidentielle au Liban. Dans quel contexte seriez-vous favorable à une telle résolution ?

DAVID MARTINON – Pour l’instant, ce n’est pas la démarche qu’on a engagée. Nous souhaitons que la décision de report de l’élection soit mise à profit pour que tous les partis politiques libanais s’entendent afin que cette élection se passe au mieux, dans les délais prévus et conformément aux textes constitutionnels. Pour le moment, il s’agit d’une



décision qui est du ressort de la classe politique libanaise et du parlement libanais et non pas du Conseil de sécurité, à ma connaissance. Nous n'en sommes pas là.

QUESTION – Est-ce qu'une telle résolution pourrait s'avérer nécessaire si vous en arriviez à constater que l'élection serait difficile à tenir ?

DAVID MARTINON – Nous n'en sommes pas là. Aujourd'hui, la suite du processus appartient aux députés libanais. Nous souhaitons que, précisément, ils intensifient le dialogue pour parvenir à ce que nous souhaitons tous, à savoir l'élection d'un nouveau Président qui soit représentatif, dans lequel tous les Libanais se reconnaissent, et qui soit investi d'une autorité légitime grâce à une élection qui ne pourra être contestée par personne.

QUESTION – Quelles sont les impressions de la Présidence de la République après les interventions du Président AHMADINEJAD devant l'Assemblée Générale des Nations Unies ? Est-ce que vous avez l'impression que, du point de vue iranien, l'affaire nucléaire est close ?

DAVID MARTINON – Pour nous, elle n'est pas close du tout. Quand le Président iranien dit que le programme est pacifique, finalement, nous ne le croyons pas. Je pense que vous trouverez peu de personnes dans le monde pour vous dire que ce programme est pacifique. Tout le monde sait que ce programme a une visée militaire. Le dossier n'est donc pas clos pour nous.

QUESTION – Est-ce que vous croyez les informations selon lesquelles l'Iran aurait été avertie par les Russes d'une attaque imminente sur son territoire entre la fin de Ramadan et le début de l'année 2008 ?

DAVID MARTINON – Je ne suis pas au courant de cette allégation. Je ne peux pas la commenter.

QUESTION – Avez-vous des preuves que le programme nucléaire iranien a une visée militaire ?



DAVID MARTINON – Nous avons tout lieu de penser que ce qui se développe dans la centrale de Natanz n'est pas pacifique. Nous avons un faisceau d'indices très puissants pour nous amener à cette conclusion-là.

QUESTION – Avez-vous des preuves concrètes ?

DAVID MARTINON – A ma connaissance, cela fait un certain temps que l'on n'a pas pu pousser très loin les contrôles.

QUESTION – Avez-vous un commentaire à faire sur le nouveau Premier ministre japonais, car Monsieur le Président va visiter le Japon l'année prochaine à l'occasion du Sommet du G8 et du 150ème anniversaire de la relation franco-japonaise ?

DAVID MARTINON – Aucun commentaire à caractère politique, bien sûr, mais nous lui adressons toutes nos félicitations et tous nos encouragements au nom de l'amitié franco-japonaise.

QUESTION – J'ai une question sur Suez-GDF. Il y a un article dans les Echos d'aujourd'hui qui cite l'Elysée et qui parle du pacte d'actionnaires autour de Suez environnement, qui serait un pacte d'actionnaires light, c'est-à-dire que les groupes dans le pacte d'actionnaires pourraient vendre leur participation dans Suez environnement dans les cinq prochaines années. Je voudrais savoir si vous confirmez ce pacte d'actionnaires light ?

DAVID MARTINON – Je ne confirme rien du tout et je ne peux pas commencer à commenter tout ce qui s'écrit dans les journaux, parce que cela prendrait trop de temps, ce ne serait pas rigoureux et en plus, il s'agit d'entreprises qui sont cotées, donc le moindre mot de ma bouche peut avoir un impact. Je ne prétends pas avoir beaucoup d'influence, mais en l'occurrence, cela pourrait être interprété. Personne à l'Elysée n'a fait le moindre commentaire autorisé.



Je vous remercie. Je voulais juste conclure en deux minutes en vous disant que nous sommes dans la deuxième phase, la préparation du Grenelle de l'Environnement, que Jean-Louis BORLOO s'est exprimé longuement ce matin en conférence de presse et que, pour le moment, nous constatons que ce processus se déroule sous les meilleurs auspices. C'est une première mondiale puisqu'aucun pays n'avait jamais pris à ce point l'initiative sur le sujet de l'environnement, et que pour la première fois, nous avons rassemblé tous les acteurs autour d'une même table – les ONG, les entreprises, les syndicats. Pour la première fois, nous avons donné aux ONG un rôle majeur dans la négociation. Tous les principaux acteurs ont été responsabilisés, puisqu'on leur a demandé de construire des propositions. Vous voyez que la méthode a été inversée par rapport à l'habitude, à savoir que ce n'est pas le gouvernement qui a présenté un plan d'action. Il revient à tous les acteurs engagés dans ces tables rondes de faire des propositions, et ce sera ensuite aux phases suivantes du Grenelle de l'Environnement d'arrêter un certain nombre d'orientations. Je vous invite à suivre cela de très près parce que c'est une expérience très originale, très innovante et qui correspond tout à fait aux engagements que le Président de la République a pris dès le 21 mai, lorsqu'il avait reçu les futurs participants du Grenelle de l'Environnement pour donner suite à ses engagements de campagne.

Dernière chose, je vous rappelle que le Président de la République remettra les insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur demain à Tony PARKER, le capitaine de l'équipe de France de basketball. Ce sera pour lui l'occasion de rendre hommage au parcours exemplaire et impressionnant du jeune capitaine de l'équipe de France qui, à seulement 25 ans, est double champion de la NBA et meilleur joueur de la finale du Championnat en 2007.

Je vous remercie.